

AMBASSADE DE LA REPUBLIQUE
DU BURUNDI
ADDIS ABEBA



Addis-Abeba, Ie,

B. P. 3641

Tel: 00251-11- 46513 00/4655547 Fax:

00251-11- 4650299

E-Mail: burundi.emb@ethionet.et

N° 204.02.01/1298/RE/2006/AN.

L' Ambassade de la Republique du Burundi a Addis-Abeba presente ses compliments a la Commission de l'Union africaine (VA) et a l'honneur de lui transmettre, en annexe a I a presente, le premier rapport du Gouvernement du Burundi sur le *cadre de mise en oeuvre de la Declaration solennelle sur l'egalite entre les hommes et les femmes en Afrique*.

L'Ambassade de la République du Burundi à Addis-Abeba saisit cette occasion pour renouveler, à la Commission de l'Union africaine (UA), les assurances de sa très haute considération.



Addis-Abeba, Ie 31 octobre 2006.

A LA COMMISSION DE L'UNION
AFRICAIN (VA),

ADDIS - ABEBA.

AFRICAN UNION - UNION AFRICAINE
COMMISSION

REGISTRY

Rcvd

U 3 NUV 200S

REPUBLIQUE DU BURUNDI

DECLARATION SOLENNELLE SUR L'EGALITE
ENTRE LES HOMMES ET LES FEMMES EN AFRIQUE

RAPPORT INITIAL

BUJUMBURA, SEPTEMBRE 2006

TABLE DES MATIERES

Sigles et Abreviations i

I. Introduction1

II. Informations Relatives aux Dispositions des Paragraphes Essentiels de la
DS.. 3

Article no 1 : VIH/SIDA et Autres Maladies Infectieuses Connexes3

Article no 2 : La participation de la Femme au processus de Paix5

Article no 3 : Les Enfants So Idats 5

Article no 4: Les Violences a !'Egard des Femmes 6

Article no 5: Le Principe de la Parite entre les Hommes et les Femmes 8

Article no 6 : Les Oroits Humains des Femmes10

Article no 7: Le Droit a la terre, a la Propriete et a l'Heritage1

Article no 8: La Femme et .ll'Education2

Article no 9 : Le Protocole a la Charte Africaine des Droits de l'Homme
et des Peuples relatif aux Oroits des Femmes 14

III. Annexes " "" "" "" .."15

Abreviations et Sigles

ANSS	Association Nationale des Seropositifs et Sideens
BCB	Banque de Credit de Bujumbura
BGF	Banque de Gestion et de Financement
BRB	Banque de la Republique du Burundi
CDE	Convention relative aux Droits de l'Enfant
CECM	Caisse Cooperative d'Epargne et de Credit Mutuel
CEDEF	Convention sur l'Elimination de toutes les Formes de Discrimination a rEgard de la Femme
CNLS	Conseil National de Lutte contre le Sida
DS	Declaration Solennelle
FA WE	Forum for African Women Educationalists
FPHU	Fonds de Promotion de l'Habitat Urbain
P.N.G	Politique Nationale Genre
PTME	Prevention de la Transmission de la Mere a l'Enfant
SASB	Solidarite pour l' Assistance aux Sinistres du Burundi
SWAA	Society for Women and Aids in Africa

I. INTRODUCTION

Dans l'optique de la mise en œuvre effective des instruments et politiques générales qui favorisent l'autonomisation des femmes, la protection des droits de la femme et l'égalité entre l'homme et la femme, le Burundi essaie de prendre toutes les dispositions y relatives, et cela à tous les niveaux de la vie nationale.

Ainsi, le Burundi a adopté, en 2003, une Politique Nationale Genre dans l'objectif de réduire les discriminations et les inégalités. Bien que timidement appliquée, la PNG est un instrument important qui vise à corriger les déséquilibres liés au genre au niveau de 12 domaines qui sont la culture et la tradition, la sécurité, la mobilisation pour la paix, l'emploi, la santé, la prise de décision, l'information et la communication, la lutte contre la pauvreté, l'agriculture, l'éducation et la formation, la lutte contre le VIH/SIDA, les violences à l'égard des femmes et l'égalité des droits.

∴ Au niveau Juridique

Des textes et lois tiennent compte des besoins et préoccupations des femmes et de l'égalité entre les sexes. Il s'agit entre autres de :

- Code des Personnes et de la Famille
- La Constitution du Burundi qui inscrit l'égalité des droits et des sexes en ses articles 13,14,15,16,17,18,19,20,21,22,23,24,25,28,30,44,45, 46. Des mots comme : "**tout citoyen, tout burundais**" sont répétés dans la Constitution nationale, dans les conférences, les déclarations et les discours officiels faisant ainsi allusion à la non discrimination.
- Un avant-projet de loi sur les successions, les régimes matrimoniaux et les Libéralités.

∴ Au niveau Institutionnel

Pour la mise en œuvre intégrale des engagements de la D S, le Burundi dispose des institutions et structures auxquelles incombe cette responsabilité. Il existe un Ministère de la Solidarité Nationale, des Droits de la Personne Humaine et du Genre et des points focaux genre dans tous les autres Ministères. Beaucoup d'organisations de la société

civile ont des politiques genres et ont mis la promotion de la femme a leurs agendas.

∴. Au niveau Administratif

La structure administrative du Burundi connaît aujourd'hui une amélioration remarquable, en témoigne l'organisation des récentes élections présidentielles, parlementaires, communales et collinaires.

En effet, l'article 4 du Code Electoral de la République du Burundi du 20 Avril 2005 dispose: « *Sont électeurs les citoyens burundais des deux sexes âgés de 18 ans révolus à la date du scrutin, jouissant de leurs droits civils et politiques et n'étant pas dans un des cas d'incapacité électorale prévus par le présent code* » tandis que l'article 51 de la Constitution du 18 Mars 2005 dispose: « *Tout Burundais a le droit de participer soit directement, soit indirectement par ses représentants à la gestion des affaires de l'Etat sous réserve des conditions légales notamment d'âge et de capacité. Tout Burundais a également le droit d'accéder aux fonctions publiques de son pays* ».

Par ailleurs, suite à des actions de plaidoirie, un minimum de 30% des femmes dans les hautes institutions, inscrit par ailleurs dans la Constitution, a été respectée

I. INFORMATIONS RELATIVES AUX DISPOSITIONS DES PARAGRAPHES ESSENTIELS DE LA DS

Article N° 1 . VIH/SIDA ET AUTRES MALADIES INFECTIEUSES CONNEXES

Le gouvernement burundais est fortement engage dans la lutte contre le VIH/SIDA. C'est dans cette optique qu'il a mis sur pied un Conseil National de Lutte contre le SIDA (CNLS) avec des antennes decentralisees jusqu'a la base.

Le Conseil National de Lutte Contre le SIDA (CNLS) a initie une serie d'activites et finance des etudes pour une prise en compte du genre dans tous les programmes et projets. Et dans chaque Ministere il existe des Unites Sectorielles de Lutte contre le SIDA.

Les etudes faites depuis 2002 jusqu'en 2004 sur la situation de la seroprevalence du VIH parmi la population montrent que les effectifs des femmes seropositives restent superieurs a ceux des hommes. Cette situation est expliquee par:

- la dependance economique des femmes faute d'acces a la terre ou au credit surtout pour la femme rurale.

- l'augmentation des veuves et des orphelins, conduit parfois a la prostitution et donc au risque d'etre infecte par le VIH/SIDA surtout quand celle-ci est une strategie de survie economique.

- Les violences sexuelles en periode de crise dans les camps de deplaces ou de refugies et meme ailleurs suite a la degradation des moeurs. En 2002, une enquete nationale de seroprevalence a ete realisee et fournit les indications ci-dessous :

	Zone urbaine	Zone semi-urbaine	Zone rurale
Hommes	5,5 %	6,8 %	2,1 %
Femmes	13 %	13,7 %	2,9 %

Dans le cadre des synergies africaines contre le SIDA et les souffrances, la 1^{ere} Dame du Burundi s'investit beaucoup dans les actions de lutte contre le VIH/SIDA. Le Plan d'Action National de Lutte contre le SIDA a un programme spécifique aux femmes à savoir le programme de dépistage prénatal et Prévention de la Transmission du VIH de la Mère à l'Enfant (PTME).

Il est à noter que les femmes sont les principaux bénéficiaires des programmes du Plan d'Action de Lutte contre le SIDA de façon qu'à la fin de 2004, 70 % des malades sous anti-retroviraux étaient des femmes.

En matière juridique, le gouvernement burundais a déjà engagé des campagnes de sensibilisation contre le crime de contamination volontaire du VIH/SIDA. Des sessions spéciales sont régulièrement organisées par les tribunaux pour juger les coupables et des sentences sont prononcées allant jusqu'à 20 ans de prison.

L'article 42 de la loi n° 1/018 portant protection juridique des personnes infectées par le VIH indique que " Toute personne qui transmet délibérément le virus du VIH/SIDA par n'importe quel moyen sera poursuivie pour tentative d'homicide volontaire et punie conformément aux dispositions du Code Penal". De plus, le gouvernement est engagé à réviser le code pénal afin de sanctionner à leur juste dimension tous ces crimes.

En ce qui concerne la promotion économique des femmes vivant avec le VIH/SIDA, le Burundi n'a pas de programme spécifique. Seuls des centres, associations et ONGS assurent un soutien économique à un bon nombre de femmes séropositives. Ces associations sont entre autres : SW AA, A.N.S.S, Nouvelle Espérance (micro- crédit) , Composante orphelins (CNLS), SASB Burundi.....

Malgré tout cet engagement et mesures du gouvernement burundais et autres organisations, la séroprévalence n'est pas tout à fait maîtrisée en milieu urbain et va en augmentant en milieu semi urbain.

Les causes en sont nombreuses :

- La culture et certains adages burundais qui semblent autoriser la polygamie, le levirat et le sororat, le vagabondage sexuel
Le faible pouvoir économique de la femme qui limite son accès aux soins de santé
L'ignorance au sujet de l'existence de cette maladie, sa propagation et sa prévention
- La sorcellerie et certains sectes religieux

Article 2 : LA PARTICIPATION DE LA FEMME AU PROCESSUS DE PAIX

Au cours des pourparlers interburundais pour les accords de paix qui se sont déroulés à Arusha en Tanzanie et à la suite d'un grand plaidoyer, les différentes délégations des parties prenantes aux conflits ont intégré des femmes dans leurs rangs, ce qui a permis la prise en compte de certaines recommandations des femmes dans l'accord.. Une équipe de négociateurs avec un groupe armé P ALIPEHUTU/ FNL composée de huit personnes dont une femme vient d'être nommée.

Le Ministère en charge du genre a organisé à l'intention des femmes une vaste campagne de pacification

- Des femmes leaders ont suivi des formations sur la résolution pacifique des conflits en 2004.
- Des visites dans des camps des réfugiés en Tanzanie ont été effectuées en 2004, 2005 et 2006.
- Des marches manifestations pour la paix et la non-violence ont été organisées dans le cadre de ce qui a été appelé « *marche mondiale des femmes pour la paix* » en Septembre 2005. A cette occasion, la courte pointe du Burundi était faite d'un panier traditionnel ouvert pour dire « Plus Jamais de violences » avec pour slogan « paix et prospérité » !
- Un colloque sur le renforcement du rôle de la femme dans la reconstruction de la société burundaise a été organisé par la Maison des Femmes au Burundi en Octobre 2005.

Article 3: ENFANTS SOLDATS.

Pour un pays comme le Burundi qui vient de vivre 11 ans de guerre civile, le phénomène d'enfants soldats ne peut être que réalité.

Dans cette ligne, le Burundi a adopté différents instruments de protection des droits de l'enfant notamment:

- la convention relative aux droits de l'enfant
- le protocole facultatif de la CDE concernant la vente, la prostitution et la pornographie des enfants

- *Le protocole facultatif a la CDE concernant l'implication des enfants dans les conflits armes*
 - *la charte africaine des droits et du bien etre de l'enfant,*
- il a ete egalement mis sur pied un projet de Demobilisation Reintegration et Prevention du Recrutement des Enfants Soldats .

Ce projet realise beaucoup d'activites de sensibilisation , formation et information sur le contenu des instruments sus- mentionnes et cela a l'endroit de l'armee, des corps de police et des groupes armes .

Ces activites de sensibilisation s'etendent jusqu'a la base communautaire pour une intervention rapide et pour que chacun se sente implique; *"[l'enfant appartient a la commune]"*

Dans le volet prevention de ce meme projet, un role important est donne aux enfants deja demobilises et a la societe qui les accueille. Ainsi par un travail en synergie et une strategie simultanee, les enfants demobilises se reintegrent facilement et informent leurs confreres sur les consequences de l'adhesion aux groupes armes. Les autres sont alors decourages et le phenomene diminue de plus en plus.

On note que les filles representent une infime partie des enfants soldats et lorsqu'on parvient a les identifier elles jouissent d'une assistance speciale.

En dehors du projet de demobilisation, reintegration et prevention du recrutement des enfants soldats, le gouvernement burundais s'est engage a la politique de protection integrale de l'enfant, en temoignent les articles 44, 45 et 46 de la Constitution.

Article 4 : LES VIOLENCES A L'EGARD DES FEMMES

La violence a l'egard des femmes constitue un probleme a plusieurs angles: sante, violation des droits fondamentaux. Elle se presente sous trois ordres et entrave l'epanouissement et le developpement de la femme.

a) les violences sexuelles

Le phenomene des viols sexuels prend de plus en plus une allure alarmante liee aux retombées nefastes de la longue crise qui a entraine des troubles comportementaux. En 2003, 983 cas de violences sexuelles ont ete declares contre 1675 cas en 2004.

Il est à noter que les enfants ne sont pas épargnés de ce crime. Sur 43 % des cas, 17 % sont des enfants de moins de 10 ans. Des centres de prise en charge des victimes enregistrent beaucoup de cas d'enfants de moins de 10 ans. De janvier à Août 2005, un seul Centre de Médecin sans Frontière a reçu 78 cas dont 28 cas de mineurs.

SW AA Burundi a enregistré 222 cas dont 117 étaient des mineurs violés.

b) Le viol criminel

Ce genre de viol s'est remarqué au Burundi en période de guerre. Dans ce même but criminel des viols se commettent expressément par des gens porteurs du VIH/SIDA.

c) Les violences domestiques

Les violences domestiques sont fréquentes en milieu rural et se manifestent sous plusieurs formes:

- Des violences psychologiques dont les mots grossiers et des injures
- Des rapports sexuels non négociés qui souvent s'accompagnent des grossesses non désirées
- Des violences physiques comme les cas des femmes battues, les travaux lourds et journées de travail surchargées chez la femme
- Violences économiques liées à la discrimination dans la gestion des biens des ménages
Les contraintes liées à l'éradication de toutes ces formes de violences à l'égard de la femme sont nombreuses et il y a lieu de citer :
 - Le poids de la culture qui fait que plusieurs cas de viols ne soient pas dénoncés, ou alors se règlent en familles
 - L'inexistence des lois y relatives dans le code pénal burundais

Le Gouvernement du Burundi, s'est engagé à réviser le code pénal afin de sanctionner à leur juste dimension ce genre d'infractions. Des campagnes de sensibilisation à l'échelle nationale en matière de violence à l'égard des

femmes ont été menées. Aussi le Burundi a ratifié la Convention pour l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF) qu'il essaie de mettre en œuvre.

Le Gouvernement du Burundi est en train de préparer un plan d'action d'urgence luttant contre les violences faites aux femmes.

Une police des mœurs dirigée par une femme vient d'être créée avec une section des mineurs dans son secteur.

Article 5. LE PRINCIPE DE LA PARITÉ ENTRE LES HOMMES ET LES FEMMES

Conformément à certaines conventions internationales et régionales telles que la CEDEF, et la DS, le Burundi consent des efforts visant le respect de la parité dans toutes ses décisions politiques et certains articles des différents textes constitutionnels le témoignent assez bien.

L'article 4 du code électoral de la République du Burundi du 20 Avril 2005 dispose que:

" Sont électeurs les citoyens burundais des deux sexes âgés de 18 ans révolus à la date du scrutin, jouissant de leurs droits civils et politiques et n'étant pas dans un des cas d'incapacité électorale prévus par le présent code "

L'article 51 de la constitution du 18 Mars 2005 dispose que:

" Tout burundais a le droit de participer soit directement soit indirectement par ses représentants à la direction et à la gestion des affaires de l'Etat sous réserve des conditions légales notamment d'âge et capacité. Tout burundais a également le droit d'accéder aux fonctions publiques de son pays. "

Selon l'article 129 Alinea I de cette même constitution, il est assuré un minimum de 30 % de femmes dans les institutions dirigeantes. Même la loi électorale détermine les modalités pratiques de cooptation des femmes.

Grâce à ces dispositions constitutionnelles et à l'engagement du gouvernement, une avancée significative de la participation de la femme burundaise vient d'être faite.

En effet, pour la 1^{ère} fois dans l'histoire politique du Burundi, le pays vient d'avoir une femme Vice-Présidente de la République, une femme Présidente de l'Assemblée Nationale et deux Vices-Présidentes du Sénat.

Des portefeuilles accordés aux femmes sont beaucoup plus importants par rapport à ce qui leur était traditionnellement accordé. Il s'agit du Ministère des Relations Extérieures et de la Coopération Internationale, du Ministère des Transports, Poste et Télécommunications, du Ministère de la Justice et Garde des Sceaux, du Ministère des Finances, du Ministère de l'Amenagement du Territoire, du Tourisme et de l'Environnement, du Ministère de la Solidarité Nationale, des Droits de la Personne Humaine et du Genre et du Ministère de la Lutte Sante Publique.

Les tableaux suivants illustrent l'évolution positive de la participation de la femme burundaise dans la gestion du pays.

Taux de participation des femmes au parlement

ASSEMBLEE NATIONALE					SENAT			
ANNEE	H	F	TOT	%Fe	H	F	TOT	%Fe
2001-2002	157	37	194	19	44	10	54	18,5
2003-2004	175	45	220	20,4	44	10	54	18,5
2005	82	36	118	30,15	33	16	49	32,16

Tableau synthétique du taux de participation des femmes au niveau exécutif

Poste	2001-2003				2005			
	H	F	TOT	%Fe	H	F	TOT	%Fe
Ministre	22	4	26	15,3	13	7	20	35
Chef de Cabinet	23	3	26	11,5	17	3	20	15
Directeur General	44	4	48	8,3	44	4	48	8,3
Gouverneur de Province	17	0	17	0	13	4	17	23
Administrateur Communal	127	2	129	1,5	112	17	129	13,1
Gouverneur Banque Centrale	2	1	3	33,3	2	1	3	33,3
Administrateur Directeur General	7	0	7	0	7	0	7	0%

La correction des disequilibres lies au genre est un processus qui a commence au Burundi, et qui continue. Meme dans des domaines cles comme la justice, une amelioration commence a se faire remarquer.

Au niveau du pouvoir judiciaire, pour la 1^{ere} fois, le Ministre de la Justice est une femme. De meme, le President de la Cour Supreme est une femme. Par ailleurs, a la tete de quelques Cours et Tribunaux, les femmes s'y retrouvent egalement.

Pour asseoir une parite durable, la femme burundaise fait tout pour adopter des strategies lui permettant de contrecarrer certaines barrieres comme :

- Le poids de la culture
- La dependance economique
- Une faible sensibilisation de l'egalite des genres

Article 6. LES DROITS HUMAINS DES FEMMES

Pour assurer la promotion et la protection de tous les droits humains, des femmes et des filles, le Burundi se sert des instruments internationaux, regionaux et nationaux. Il s'agit par exemple :

- de la CEDEF
- de la convention sur les droits de l'enfant
- de la declaration solennelle sur l'egalite entre les hommes et les femmes en Afrique
- du Protocole de la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples - de la Politique Nationale Genre
- de la Constitution du Burundi

Il est a noter que dans ce domaine des droits des femmes, le secteur prive a aussi un role non negligeable. Des organisations comme la *Ligue !teka* "I 'Association pour la Defense des DroUs de la Femme, le Collectif des Associations et ONGS Feminines du Burundi, l'Association des Femmes Juristes, Association des Femmes Journalistes et autres, organisent souvent des ateliers de sensibilisation sur les droits humains et ceux des femmes en particulier

Neanmoins, des efforts sont encore a consentir pour une mise en oeuvre integrale du contenu de ces instruments.

Article N°7 : LES DROITS A LA TERRE, A LA PROPRIETE ET A L'HERITAGE.

Dans la legislation burundaise ecrite, il persiste encore des paragraphes qui sont discriminatoires. n s' agit :

- **du code de la nationalite** qui ne permet pas a la femme mariee a un etranger de donner sa nationalite a son enfant ou son mari
- **de la loi sur les successions, les regimes matrimoniaux et les liberalites** qui sont encore regis par la coutume laquelle discrimine la femme
- **du code des personnes et de la Camille** qui devrait etre revise particulierement en son article 126 afin de requier le consentement obligatoire de la conjointe pour tout acte de disposition d'un bien du menage ainsi qu'a l'article 88 pour uniformiser l'age legale de mariage pour la fille et pour le gar<;on
- **du code du travail** qui devrait etre revise pour harmoniser le secteur prive avec la Convention sur l'Elimination de toutes les formes de Discrimination a l'Egard de la Femme en ce qui conceme particulierement le conge de maternite paye

- du code des impôts et taxes qui impose la femme mariée comme une personne sans charge
- du code pénal en ce qui concerne l'adultère

Article 8: FEMME ET EDUCATION

Au Burundi, la Politique du Gouvernement en la matière vise l'objectif global suivant : *améliorer le niveau de formation des femmes en vue de leur participation effective au développement national*. La mise en application de cet objectif passe par la mobilisation des parents pour qu'ils s'adonnent à l'inscription et au maintien des filles à l'école. Depuis son instauration, le nouveau gouvernement a déclaré gratuit les frais scolaires au primaire. Par ailleurs, la Constitution de la République du Burundi du 18 mars 2005 dispose en son article 53 que " *tout citoyen a droit à l'égal accès à [l'instruction, à l'éducation et à la culture. L'Etat a le devoir d'en organiser l'accès* "

Malgré les efforts du Gouvernement de permettre à tous les enfants de fréquenter au moins l'école primaire, le constat est que les effectifs des filles à l'école primaire restent bas par rapport à ceux des garçons. Si on considère les effectifs de la période allant de 1994 à 2003, on constate que :

Taux Bruts de scolarisation à l'Ecole Primaire pour les Filles (1994-2003)

Année scolaire	Population scolarisable	Population scolarisée			Taux brut de scolarisation		
		M+F	M	F	M	F	M+F
1994/1995	1091954	512299	307005	195294	48	44	46
1995/1996	1015560	426535	231241	195294	46	38	42
1996/1997	1055223	453746	236618	207128	47	39	43
1997/1998	1088198	554981	305924	249057	58	46	52
1998/1999	1118137	670882	374831	296051	67	53	60
1999/2000	1130195	712023	393856	318167	75	59	67
2000/2001	1097316	746175	415620	330555	78	60	68
2001/2002	1101385	806214	452522	353692	83.6	62.8	73.2
2002/2003	1098698	848195	486472	361723	87.6	66.8	77.2

Les données de ce tableau montrent que le taux de scolarisation de la fille reste très bas par rapport à celui des garçons et les pédagogues disent que les obstacles à la scolarisation des filles sont entre autres :

Les stereotypes de genre en milieu scolaire

- l'analphabetisme des parents
- la situation securitaire qui fragilise les filles face au viol eventuel - VIH/SIDA qui fait que les filles soient des gardes malades
- Probleme d'infrastructures scolaires
- mentalites encore retrogrades envers la fille...
- La pauvreté
- travaux menagers
- Mariages precoces
- Grossesses non desirees
- Echec scolaire et complexe de l' age,

Le Burundi a adhere a la declaration universelle des droits de l'homme dans laquelle le droit a l'education est nettement inscrit en l'article 26.

Pour la categorie n'ayant pas beneficiee d'une education formelle, le Ministere de la Solidarite Nationale, des Droits de la Personne Humaine et du Genre a travers ses services decentralises denommes Centres de Developpement Familial, CDF en sigle, ainsi que d'autres partenaires, a initie un programme d'alphabetisation des adultes. Le taux d'alphabetisation des adultes se presente comme suit:

Taux d'alphabetisation des adultes

Annee	Total	Hommes	Femmes
1999	42,04	52,66	32,25
2000	41,99	52,71	32,20
2001	41,94	52,30	32,39
2002	42,06	54,02	32,53
2003	42,14	54,07	32,65
2004	42,16	54,02	32,73

Ces taux montrent aussi que meme dans le secteur non formel d'alphabetisation des adultes, les femmes, comme les filles au primaire, sont peu nombreuses dans les seances d'alphabetisation. Cela prouve qu'au Burundi, le taux d'analphabetisme se trouve plus eleve chez les femmes que chez les hommes

Article 9. LE PROTOCOLE A LA CHARTE AFRICAINE DES DROITS DE L'HOMME ET DES PEUPLES RELATIVES AUX DROITS DES FEMMES.

Le gouvernement du Burundi a adopté le protocole à la charte africaine des droits de l'homme et des peuples relatif aux droits des femmes. Pour ce qui est de la ratification, les procédures sont en cours et devront être analysées à la prochaine session parlementaire. Concernant la mise en œuvre de ce protocole, les différentes composantes sont inscrites dans la constitution du Burundi en ses articles 13, 24, 25.

Quoi qu'il n'ait encore été ratifié, le contenu de ce même protocole fait cependant l'objet de sensibilisation à l'échelle nationale dans les réunions, les discours et autres communications.

Pour faire face à ces défis, le gouvernement a initié deux programmes spéciaux :

1. Programme d'orientation et de conseil
2. Programme Africain girls Educationalists Initiative/United Nations Girls Educationalists Initiative en 2002

C'est aussi dans cette logique qu'il a été créé une **cellule de scolarisation des filles** au Ministère de l'Éducation Nationale.

L'ONG F AWE a, quant à elle, initié une série d'études susceptibles de changer les considérations stéréotypées.

Toutefois, les disparités en matière de genre subsistent encore.

III. ANNEXE

Certains articles de la **Constitution de la Republique du Burundi** enoncent clairement l'egalite entre l'homme et la femme comme :

Article 13

Tous les burundais sont egaux en merite et en dignite. Tous les citoyens jouissent des memes droits et ont droit a la protection de la loi. Aucun burundais ne sera exclu de la vie sociale, economique ou politique de la nation du fait de sa race, de sa religion, de son sexe ou de son origine ethnique. .

Article 14

Tous les burundais ont le droit de vivre au Burundi dans la paix et dans la securite. Ils doivent vivre ensemble dans l'harmonie, tout en respectant la dignite humaine et en tolerant leurs differences.

Article 15

Le Gouvernement est construit sur la volonte du peuple burundais. Il est responsable devant lui et en respecte les libertes et droits fondamentaux.

Article 16

Le Gouvernement burundais doit etre compose de sorte que tous les burundais y soient representes et qu'illes represente tous ; que chacun ait des chances egales d'en faire partie; que tous les citoyens aient acces aux services publics et que les decisions et les actions du Gouvernement recueillent le plus large soutien possible.

Article 17

Le Gouvernement a pour tache de realiser les aspirations du peuple burundais, en particulier de guerir les divisions du passe, d'ameliorer la qualite de la vie de tous les burundais et de garantir a tous la possibilite de vivre au Burundi a l'abri de la peur, de la discrimination, de la maladie et de la faim.

Article 18

La fonction du regime politique est d'unir, de rassurer et de reconcilier tous les burundais. Ce regime veille a ce que le Gouvernement mis en place soit au service du peuple burundais, sources de son pouvoir et de son autorite.

Le Gouvernement respecte la separation des pouvoirs, la primauté du droit et les principes de la bonne gouvernance et de la transparence dans la conduite des affaires publiques.

Article 19

Les droits et devoirs proclames et garantis, entre autres, par la Declaration universelle des droits de l'homme, les Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme, la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, la Convention sur l'elimination de toutes les formes de discrimination a l'egard des femmes et la Convention relative aux droits de l'enfant font partie integrante de la Constitution de la Republique du Burundi. Ces droits fondamentaux ne font l'objet d'aucune restriction ou derogation, sauf dans certaines circonstances justifiables par l'interet general ou la protection d'un droit fondamental.

Article 20

Tous les citoyens ont des droits et des obligations.

Article 21

La dignite humaine est respectee et protegee. Toute atteinte a la dignite humaine est reprimee par le code penal.

Article 22

Tous les citoyens sont egaux devant la loi qui leur assure une protection egale. Nul ne peut etre l'objet de discrimination du fait notamment de son origine, de sa race, de son ethnie, de son sexe, de sa couleur, de sa langue, de sa situation sociale, de ses convictions religieuses, philosophiques ou politiques ou du fait d'un handicap physique ou mental ou du fait d'etre porteur du VIH/SIDA ou toute autre maladie incurable.

Article 23

Nul ne sera traite de maniere arbitraire par I , Etat ou de ses organes.
L'Etat a l'obligation d'indemniser toute personne victime de traitement arbitraire de son fait ou du fait de ses organes.

Article 24

Toute femme, tout homme a droit a la vie.

Article 25

Toute femme, tout homme a droit a la liberte de sa personne, notamment a l'integrite physique et psychique et a la liberte de mouvement. Nul ne sera soumis a la torture, ni a des peines ou traitement cruels, inhumains ou degradants.

Article 28

Toute femme, tout homme a droit au respect de sa vie privee et de sa vie familiale, de son domicile et de ses communications personnelles.

Article 30

La famille est la cellule de base naturelle de la societe. Le mariage en est le support legitime. La famille et le mariage sont places sous protection particuliere de I , Etat. Les parents ont le droit naturel et le devoir d' educer et d'elever leurs enfants. Ils sont soutenus dans cette tache par l'Etat et les collectivites publiques.

Tout enfant a droit, de la part de sa famille, de la societe et de l'Etat, aux mesures de protection speciale qu'exige sa condition de mineur.

Article 44

Tout enfant a droit a des mesures particulieres pour assurer ou ameliorer les soins necessaires a son bien-etre, a sa sante et a sa securite physique et pour etre protege contre les mauvais traitements, les actions ou l' exploitation.

Article 45

Nul enfant ne peut être utilisé directement dans un conflit armé. La protection des enfants est assurée en période de conflit armé. La protection des enfants est assurée en période de conflit armé.

Article 46

Nul enfant ne peut être détenu si ce n'est en dernier recours, auquel cas la durée de sa détention sera la plus courte possible.

Tout enfant a le droit d'être séparé des détenus de plus de 16 ans et de faire l'objet d'un traitement et de conditions de détention adaptés à son âge.

Article 129

Le Gouvernement est ouvert à toutes les composantes ethniques. Il comprend plus 60 % de Ministres et de Vice-Ministres Hutu et au plus 40 % de Ministres et de Vice-Ministres Tutsi. Il est assuré un minimum de 30 % de femmes.

Les membres proviennent des différents partis politiques ayant réuni plus d'un vingtième des votes et qui le désirent. Ces partis ont droit à un pourcentage, arrondi au chiffre inférieur, du nombre total de Ministres au moins égal à celui des sièges qu'ils occupent à l'Assemblée Nationale.

Lorsque le Président révoque un Ministre, il est procédé à son remplacement après consultation de son parti politique de provenance.